



Cérémonie commémorative Colline parlementaire Ottawa, le 6 mai 2010

**Paroles d'Alain Perreault
Président de l'Association des étudiants de Polytechnique 1989-1990**

Chers diplômés, étudiants et vieux amis de Poly,
Chers journalistes,

Le 6 décembre dernier représentait le vingtième anniversaire de la tuerie de l'École Polytechnique de Montréal. En ce jour de souvenir, nous avons pensé, comme nous le faisons à chaque année, aux quatorze victimes qui ont été si tragiquement assassinées lors de ce triste événement. Ces jeunes femmes étaient nos amies, nos coéquipières, nos partenaires de laboratoires, et employée de Poly.

Or, lors de ce dernier anniversaire, nous avons été confrontés à la possibilité d'une autre catastrophe, soit la perte potentielle de la pierre angulaire du contrôle des armes à feu : le registre des armes à feu.

C'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui, sur la colline parlementaire.

Le registre des armes à feu est le fruit de nombreuses années de travail, de la part de nombreux groupes et de bénévoles. Ce mouvement a débuté suite à la tragédie à l'École Polytechnique avec une vaste pétition lancée par les étudiants de l'époque. Plusieurs d'entre nous étaient là et ont travaillé à cette pétition, et tous ont continué à appuyer la campagne sociale en faveur d'un meilleur contrôle des armes.

Permettez-moi de mentionner qui nous sommes : Marc Alexandre Laroche, président de l'Association des étudiants des cycles supérieurs de Polytechnique, que représente aussi l'Association des étudiants de Polytechnique; Gilles Gervais, président de l'Association des diplômés de Polytechnique; François Boucher, président de la 114^e promotion, soit les étudiants qui ont gradué en 1990; Nathalie Provost, une survivante de

la tuerie et médaillée de la Bravoure; Heidi Rathjen, responsable du comité des étudiants de Poly pour le contrôle des armes; et plusieurs autres étudiants et diplômés de Poly solidaires avec notre démarche.

Nous, les étudiants et diplômés de Poly, avons lancé notre campagne pour un meilleur contrôle des armes parce que nous voulions travailler pour aider à prévenir d'autres tragédies évitables. Nous avons fait cela parce que nous savions que nos consœurs auraient souhaité que leur mort ne soit pas en vain. Et nous étions convaincus, et nous le sommes toujours, que l'enregistrement des armes était une mesure logique, raisonnable et efficace, et qu'il sauverait des vies.

Vingt ans plus tard, le registre a fait ses preuves. Son efficacité est indéniable. Le registre est appuyé par les forces policières à travers le pays et le nombre de décès par balles a chuté. Le registre est un monument concret et authentique à la mémoire de ces quatorze victimes, parce qu'il sauve des vies. Les victimes de la tragédie à Polytechnique ont payé avec leur vie pour que nous puissions obtenir cette loi, et que désormais beaucoup moins de personnes tombent inutilement sous les balles.

Nous sommes donc ici, aujourd'hui, pour défendre le registre et implorer nos élus de rejeter le projet de loi C-391. Nous sommes ici pour témoigner des dommages incommensurables que peut causer une arme à feu. Et plus spécifiquement, nous voulons faire comprendre aux politiciens que *toutes* les armes sont dangereuses.

Ont-ils déjà oublié que l'arme utilisée lors de la tuerie à Polytechnique était une arme d'épaule, soit précisément le type d'arme qui serait désenregistré sous le projet de loi C-391? Ont-ils déjà oublié tout le malheur et toute la souffrance causée à l'aide de cette arme à feu ?

Nous croyons fermement au dogme qui dit qu'il faut se rappeler pour prévenir.

Nous, nous ne les oublierons jamais, nos consœurs de Polytechnique : Anne-Marie, Annie, Barbara, Barbara Maria, Geneviève, Hélène, Annie, Maryse, Maryse, Maude, Michèle, Anne-Marie, Nathalie et Sonia.

À leur mémoire, nous allons maintenant tenir une minute de silence.

Merci.

Pour terminer, nous avons un message spécial pour monsieur Jack Layton, chef du Nouveau Parti démocratique. Nous savons tous que, malheureusement, la question du registre est devenue hautement politisée. Les conservateurs veulent abolir le registre. De son côté, le Bloc québécois fait tout pour défendre le registre. Quant aux libéraux, ils ont, enfin, décidé de s'unir pour rejeter le projet de loi C-391.

Le sort du contrôle des armes est donc entre vos mains, monsieur Layton. C'est seulement vous qui pouvez empêcher l'adoption du projet de loi C-391, en forçant un vote de parti. Monsieur Layton, c'est une question pour le futur de notre pays en termes de sécurité publique et de qualité de vie. C'est une question de vie et de mort. Nous vous supplions : démontrez du leadership, soyez fidèle aux valeurs de votre parti. La vie d'innombrables Canadiens et Canadiennes est entre vos mains.